



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Intervention 70.14 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour l'entretien durable des infrastructures agro-écologiques en hexagone

Notice de la mesure « Entretien durable des infrastructures agro-écologiques – Ligneux »

CV_VIND_IAE1

Territoire « site Natura 2000 Vallée de l'Indre et ses affluents »

Campagne 2025

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice de la mesure :

Pays Castelroussin Val de l'Indre

Elodie JOLIVEAU-VALLEE

02 34 68 04 69

natura2000@payscastelroussin.fr

L'animation est assurée par l'opérateur avec l'appui des chambres d'agriculture et des associations naturalistes des deux départements concernés par le territoire du PAEC.

Pour le département de l'Indre

Chambre Agriculture Indre

Romain MÉTOIS

02 54 61 61 37 – 07 87 47 39 80

romain.metois@indre.chambagri.fr

Association Indre Nature

Clotilde MOREAU

02 54 22 60 20 – 06 40 11 01 52

clotilde.moreau@indrenature.net

Pour le département de l'Indre-et-Loire

Chambre Agriculture Indre-et-Loire

Audrey MARTINEAU

02 47 48 37 04

audrey.martineau@cda37.fr

Association la Sepant

Marion Poiré

09 77 38 61 75 – 07 83 56 60 75

marion.poire@sepant.fr

1 OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'assurer un entretien des éléments ligneux (haies, arbres isolés ou en alignement, ripisylve ou bosquet) localisés de manière favorable au regard des enjeux environnementaux du territoire, et qui sont compatibles avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien est fonction du type d'élément présent et permet d'en assurer une gestion pertinente, dans l'objectif du renouvellement et de la pérennité de ces infrastructures.

2 MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 800 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

Votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités définies par les cofinanceurs nationaux. Pour les crédits du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, le montant d'aide maximum par bénéficiaire est indiqué par arrêté préfectoral.

3 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant, des sanctions peuvent être appliquées.

3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les types de haie éligibles à cette mesure sont :

- Les haies hautes arborées : supérieures à 8 mètres de hauteur, composées d'arbres de haut jet comme : le Chêne, l'Orme, l'Erable, le Tilleul
- Les haies arbustives : supérieures à 1,5 mètres de hauteur composées d'arbustes comme : l'Aubépine, le Cornouiller, le Troène

- Les haies basses : inférieures à 1 mètre. Ces haies sont engageables uniquement pour évoluer en haie arbustive ou haute (plus de 2 mètres). Pour cela, l'entretien sur le dessus sera proscrit pendant les 5 ans d'engagement.

Les types d'arbre éligibles à cette mesure sont :

- Les arbres têtards : arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés. Cette taille vaut à l'arbre d'être surmonté d'une « tête » unique et d'une couronne de branches. Les arbres taillés en têtard sont surtout des frênes, des chênes et des saules. Le charme, l'orme ou encore le tilleul peuvent aussi être taillés en têtard.
- Les arbres remarquables ou remarqués : arbre d'un certain âge, avec une histoire patrimoniale particulière ou un usage particulier qui le définit (arbre à cavité, arbre creux par exemple). Ce type d'arbre peut abriter une faune remarquable, dont l'arbre constitue un habitat et un refuge essentiels. La définition d'un arbre remarquable reste relativement abstraite. Ce type d'arbre sera donc analysé au cas par cas, en s'appuyant notamment sur des critères historiques et physiques. Le cas échéant, les espèces associées pourront être relevées.
- Les arbres de haut jet : arbre de plus de 8 mètres de haut, pouvant atteindre 30 mètres de hauteur comme les chênes.
- Les alignements : succession d'arbres pouvant être composée d'arbres têtards, d'arbres remarquables ou remarqués et d'arbres de haut jet. Les alignements constituent une seule et même strate, composée d'une seule essence principalement.

Les types de ripisylve éligibles à cette mesure sont :

- Les ripisylves pas ou peu dégradées par le piétinement ou le passage des animaux, avec ou sans point d'abreuvement
- Les ripisylves dégradées par le piétinement ou le passage des animaux, sous condition d'installer OBLIGATOIREMENT une protection (clôtures par exemple) au cours de l'engagement de la mesure
- Les ripisylves composées de peupliers isolés ou reliquats de culture pour permettre un abattage et une régénération naturelle de la ripisylve
- Les alignements de vieux peupliers, situés aux abords des berges pour engager une reconversion en ripisylve

Les types de bosquet éligibles à cette mesure sont :

- Les bosquets présentant une surface de 5 à 50 ares

Les ligneux, y compris les bosquets, devront être composés majoritairement d'essences locales telles que celles listées ci-dessous.

Arbrisseaux et lianes	Chèvrefeuille des bois
Ajonc d'Europe	Fragon petit-houx
Ajonc nain	Lierre

Arbustes	Fusain d'Europe	Rosier des champs
Aubépine à deux styles	Genêt à balais	Prunellier

Aubépines à un style		Genévrier commun		Saule cendré			
Bourdaine		Groseillier à maquereau ; rouge		Saule marsault			
Camérisier à balais		Houx		Saule roux			
Cerisier de Sainte-Lucie		Néflier		Sureau noir			
Cornouiller sanguin		Nerprun purgatif		Troène commun			
Eglantier		Noisetier		Viorne lantane			
Epine-vinette				Viorne obier			
Arbres		Tilleul à petites feuilles		Tilleul à grande feuilles		Peuplier tremble	
Alisier torminal		Aulne glutineux		Bouleau pubescent		Bouleau verruqueux	
Charme		Châtaignier		Chêne pédonculé		Chêne pubescent	
Chêne sessile		Cormier		Erable champêtre		Frêne commun	
Hêtre		Merisier		Orme champêtre		Saule blanc	

Se référer au point 7.2 pour la conversion des éléments éligibles en hectare.

4 CRITÈRES D'ENTRÉE

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- ✓ Pour chaque élément, avoir au moins une partie présente dans le PAEC ;
- ✓ Réaliser un diagnostic agro-écologique de l'exploitation. Ce diagnostic doit notamment permettre de définir la localisation pertinente des infrastructures agro-écologiques. Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là ;
- ✓ Faire établir un plan de gestion sur la base du diagnostic d'exploitation. Le plan de gestion doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Ces critères permettent de classer les demandes d'aide des demandeurs éligibles (c'est-à-dire respectant tous les critères d'entrée et les critères d'éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC). Les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères décrits dans la notice du territoire.

6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est-à-dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5 années suivantes. En cas de non-respect d'une

obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation. **Les obligations du cahier des charges figurent ci-dessous.**

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Modalités de contrôle	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	Avant le 15 mai 2027	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06.
Mettre en œuvre le plan de gestion sur 90 % des éléments engagés.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 5%), d'importance égale à 1.
Respecter l'interdiction de fertilisation azotée.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur les éléments engagés.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
<p>Enregistrer les interventions sur tous les éléments engagés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Type d'intervention (localisation, date, outils) ; ➤ Fertilisation azotée des surfaces (dates, produits, quantités) ; ➤ Traitements phytosanitaires (dates, produits, quantités). <p>ATTENTION : Le cahier d'enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d'anomalies et le cas échéant par l'application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées.</p>	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,05.

¹ Se référer à la notice télépac MAEC-Bio pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction.

7 PRÉCISIONS

7.1 Formation

Pour connaître les formations qui permettent de respecter l'obligation pour cette MAEC, consultez le site internet de la DRAAF Centre-Val de Loire, rubrique Production & filières / Mesures Agro-Environnementales et Climatiques 2023-2027 / Campagne 2025.

7.2 Table de conversion pour les éléments éligibles

Sous réserve d'éligibilité précisée au point 3.2, la conversion des éléments en hectare est précisée dans le tableau suivant :

Type d'élément	Facteur de conversion
Haie	10 m ² pour 1 mètre linéaire
Ripisylve	10 m ² pour 1 mètre linéaire
Arbres alignés	10 m ² pour 1 mètre linéaire
Arbres isolés	50 m ² pour 1 arbre

7.3 Lien avec la conditionnalité et l'écorégime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écorégime. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l'écorégime, sauf le bonus haies.